

DECLARATION DE LA DELEGATION CGT A L'INC RETRAITE DU 18.10.2012

Depuis plusieurs années, les salariés de la branche retraite sont soumis à une politique de réduction budgétaire particulièrement rude.

Les Conventions d'objectif apportent leur lot d'économies imposées au nom de politiques à court terme et à courte vue. Faut-il rappeler que les frais de gestion s'élèvent à moins de 4% du budget.

De 2003 à 2011, les effectifs ont fondu. Pour cette COG, ce ne sont pas moins de 700 emplois qui doivent être supprimés, soit plus de 5% des effectifs !

Le peu de postes gagnés en compensation de la RTT ont disparu. Dans le même temps, il a fallu absorber les différentes réformes de la retraite. Les gains de productivité ont explosé, les retards dans le traitement des dossiers aussi.

Les dysfonctionnements se multiplient aboutissant à des erreurs ou des retards préjudiciables pour les assurés sociaux.

Les conditions de travail sont tellement dégradées qu'un diagnostic national sur les risques psychosociaux, commandité en 2011 par les caisses nationales, tire la sonnette d'alarme. «Le personnel est en danger» alertent les experts. Les diagnostics réalisés localement dans certaines CARSAT font la même démonstration.

Les salariés ont toutes les raisons d'être mécontents et d'exiger un véritable changement de cap dans la gestion du personnel.

Salaires en berne, classification obsolète, manque d'effectifs... voilà ce que vous continuez à nous proposer.

Et quels sujets proposez-vous d'aborder lors de cette INC : les salaires en berne, la classification obsolète, le manque d'effectifs... eh bien, non ! Nous nous contenterons de la mise en application du décret du 2 juillet 2012 et de la stratégie de services de la branche ! De qui se moque-t-on ?

Allez jusqu'au bout de votre démarche et faites-nous part de l'engagement économique que vous prenez en tant que directeur de l'établissement Cnav, mais qui, bien au-delà, vaut pour l'ensemble de la branche.

Vous prétendez «mieux utiliser les gains de productivité rendus possibles par l'innovation». En langage clair, cela signifie que vous allez continuer cette baisse constante des effectifs et demander toujours plus aux collègues en poste.

Vous prétendez repenser les organisations du travail pour rendre un meilleur service aux assurés au moindre coût. Cette politique du moindre coût, c'est celle qui vous conduit à fermer des agences locales avec toutes les difficultés que cela engendre pour nos collègues et pour les assurés.

La CGT va quitter cette réunion ou plutôt ce mauvais remake du film «Le Diner de cons».

Notre organisation ne participera pas à une opération qui, une fois de plus, vise à leurrer les salariés, employés et cadres de l'institution en discutant entre gens éclairés de toute autre chose que de leurs réelles préoccupations.